

République Française

Département des Pyrénées-Orientales

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

**COMMUNE DE SAINT-CYPRIEN**

**COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU 17 DECEMBRE 2020**

Date de  
convocation :  
11/12/2020

En exercice 33  
Présents : 30  
Votants : 30  
Le quorum est atteint

L'an deux mille vingt et le 17 DECEMBRE à 19 h00 le Conseil Municipal de la Commune de SAINT- CYPRIEN, dûment convoqué le 11 DECEMBRE 2020 s'est réuni en session ordinaire dans la salle du Gymnase de Grand Stade les Capellans prévue à cet effet, sous la Présidence de M. Thierry DEL POSO –Maire

**PRESENTS** :M. Thierry DEL POSO – Mme Nathalie PINEAU — Mme Pascale GUICHARD - Mme Anne-Marie PEGAR-BOIX – M. Dominique ANDRAULT – Mme Marie-Claude PADROS - M. Jacques FIGUERAS – M. Jean GAUZE – Mme Claudette DELORY – Mme Joëlle CANAVY - M. Jean ROMEO— Mme Marie-Thérèse NEGRE – Mme Michèle PRATS – Mme Amparine BERGES – M. Dominique BOUQUET – Mme Mara MONTARON – M. Alain MAGNIER – M. Jean-Michel GARRIGUE – M. Frédéric BERLIAT– Mme Carole DEL POSO - M. Patrick BRUZI – M. Damien BRINSTER -- Mme Katia ROMAGOSA – Mme Adeline SERRET-SUMALLA – Mme Thylane RODRIGUEZ - Mme Angèle PEREZ – M. Ange GARCIA – M. Jean-Marc LAIGNON – M. Bernard BEAUCOURT - Mme Claudette GUIRAUD

**POUVOIRS** : - -

**ABSENT** :

M. Thierry SIRVENTE - M. Stéphane CALVO - M. Thierry LOPEZ

**M. Frédéric BERLIAT** désigné(e) secrétaire de séance.

**Ouverture de séance : 19 H 00**

**▣ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 22 OCTOBRE 2020**

Le Conseil Municipal **APPROUVE**, par 26 voix pour et 4 abstentions (Mme Claudette GUIRAUD, Mme Angèle PEREZ – M. Ange GARCIA – M. Jean-Marc LAIGNON) le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du **22 OCTOBRE 2020**.

→ M. le Maire indique qu'un point est ajouté à l'ordre du jour : « Modification de la redevance 2020 de la Régie du Port »

→ M. LOPEZ Thierry arrive en séance à 19 h 04

**DELIBERATION N°2020/1**

**OBJET : ACQUISITION FONCIERE AMIABLE PARCELLE AK 857**

**RAPPORTEUR : M. Jean GAUZE**

Présents : 31

Votants : 31

Le quorum est atteint.

Par courrier en date du 02 décembre 2020, Me Koy, avocat, nous informe du consentement de sa cliente, Mme Dauriach, propriétaire, de nous céder la parcelle AK 857 pour un montant de 594 000 euros conforme à l'évaluation des services des domaines.

Cet échange entre avocats, fait suite à une négociation dans le cadre d'une déclaration d'intention d'aliéner n'ayant pas été au terme de la procédure.

Cette parcelle actuellement classée partiellement en zone UD et 1AUb du PLU se situe derrière le collège Alice et Jean Olibo, dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du secteur Nord 1 dit « Las Velles ». Elle est en continuité d'une unité foncière appartenant à la commune.

L'acquisition de cette parcelle participe donc à la maîtrise foncière d'un secteur de développement urbain stratégique et à la pérennité des futurs aménagements hydrauliques et paysagers, assurant la préservation des biens et des personnes, dans le cadre d'un nouveau modèle innovant de développement urbain, et de qualité du cadre de vie, en phase avec l'identité de notre territoire.

Il a donc été proposé à Mme Dauriach, la somme de 594 000 euros par courrier en date du 03 décembre 2020 sous réserve de l'acceptation de la vente par le conseil municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
par 27 voix pour et 4 abstentions  
(Mme Guiraud, Mme Angèle PEREZ, M. Ange GARCIA, M. Jean-Marc LAIGNON)

**DECIDE :**

- **D'ACQUERIR** la parcelle AK 857 d'une superficie totale de 13 187 m<sup>2</sup>, moyennant un prix de 594 000 €, à Madame DAURIACH,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à engager toutes les démarches afférentes à cette affaire et à signer les actes y afférent.

**DELIBERATION N°2020/2**

**OBJET : ACQUISITION POUR L'EURO SYMBOLIQUE DES EQUIPEMENTS PUBLICS DU LOTISSEMENT «LLEVANT DEL SOL » ET INTEGRATION DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL**

**RAPPORTEUR : M. Patrick BRUZI**

Présents : 31

Votants : 31

Le quorum est atteint.

La société IMMO PRIVILEGE a été autorisée, le 18 juillet 2013, à réaliser un lotissement dénommé « Llevant del sol » composé de 32 lots pour lequel le certificat de non opposition à la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux a été délivré le 06 juillet 2016.

Par courrier en date du 18 janvier 2020, Mme TORREGROSSA Carole présidente de l'A.S.L. du lotissement « Llevant del Sol » a sollicité l'intégration des équipements publics (voie, espaces verts, réseaux) dans le domaine public de la Commune. Ces derniers correspondent aux parcelles cadastrées section AN n°675, n°677 et n° 705, d'une superficie respective de 3065m<sup>2</sup>, 811 m<sup>2</sup> et 2345 m<sup>2</sup> et section AO n° 1586 d'une superficie de 406 m<sup>2</sup>.

Cette demande s'accompagne d'un passage caméra dans le réseau et d'un curage afin de justifier d'un entretien régulier. Le rapport d'intervention de la société CANATEC a été jugé conforme par les services compétents de la communauté de communes.

Afin d'aboutir à cette incorporation, le déroulement de la procédure à mettre en œuvre est le suivant :

Premièrement, ces équipements doivent être portés dans le patrimoine privé de la Commune dans le cadre d'une cession pour l'euro symbolique et le Conseil Municipal doit se prononcer sur ce point de la démarche.

D'autre part, ces équipements satisfont aux spécificités qui caractérisent la domanialité publique, en particulier les accès sont libres, gratuits et ouverts à tous ; rien ne s'oppose donc à l'affectation de ces biens au domaine public communal.

Le Conseil Municipal devra en prononcer l'affectation. Ces équipements publics sont constitués de la rue Joan Cayrol et les impasses Teresa Rebull et Lluís Creixell et de leurs réseaux, d'un piétonnier, d'un bassin de rétention, d'une aire de jeux pour enfants, d'un canal et de parkings; ils sont cadastrés section AN n° 705 d'une contenance de 2345 m<sup>2</sup>, AN n°675 d'une contenance de 3065 m<sup>2</sup>, AN n° 677 d'une contenance de 811 m<sup>2</sup> et AO n°1586 d'une contenance de 406 m<sup>2</sup>.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
par 27 voix pour et 4 abstentions  
(Mme Guiraud, Mme Angèle PEREZ, M. Ange GARCIA, M. Jean-Marc LAIGNON),

#### DECIDE :

- **d'acquérir** pour l'euro symbolique les parcelles cadastrées section AN n° 705 d'une contenance de 2345 m<sup>2</sup>, AN n°675 d'une contenance de 3065 m<sup>2</sup>, AN n° 677 d'une contenance de 811 m<sup>2</sup> et AO n°1586 d'une contenance de 406 m<sup>2</sup> constituant les équipements publics du lotissement « Llevant del Sol »,
- **de transférer** ces parcelles affectées au service public du domaine privé de la Commune au domaine public communal,
- **d'autoriser** Monsieur le Maire ou le conseiller municipal délégué à signer tous les documents afférents à cette affaire.

#### DELIBERATION N°2020/3

**OBJET : ETABLISSEMENT D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE DES RESEAUX ENEDIS SUR LES PARCELLES AN 514 ET AN 329**

**RAPPORTEUR : M. Patrick BRUZI**

Présents : 31

Votants : 31

Le quorum est atteint.

Faisant suite à une demande des services d'ENEDIS dans le cadre de la création d'une ligne de 400 volts pour la SCI Koukalka, la constitution d'une servitude est nécessaire.

Ces travaux vont consister en la réalisation d'une canalisation souterraine dans une bande d'1m de large pour le passage du câble basse tension sur une longueur totale d'environ 50 m.

Il convient d'établir une servitude de passage des réseaux ENEDIS traversant les parcelles AN 514 et AN 329 et appartenant à la commune de Saint-Cyprien, au profit d'ENEDIS.

Cette servitude sera formalisée par un acte notarié afin de lui conférer un caractère définitif et irrévocable.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser M. Le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier, dont la convention jointe.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
à l'unanimité,

- **APPROUVE** la mise à disposition de 50 M<sup>2</sup> environ traversant les parcelles AN 514 et AN 329, propriété de la commune, pour une servitude de passage d'une ligne électrique au profit de la SCI KOUKALKA ;

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de servitudes avec ENEDIS dont le projet est joint en annexe.

**DELIBERATION N°2020/4**

**OBJET : ACQUISITION AMIABLE DES PARCELLES AO 20 ET AO 1360**

**RAPPORTEUR : M. Jean GAUZE**

Présents : 31

Votants : 31

La commune a récemment fait l'acquisition d'un Cortal à proximité de l'église rue Paul Eluard (parcelles AO 1361, 21 et 22), ce dernier est ceint par une maison, rue Eluard et un terrain, impasse Rubens.

L'intérêt stratégique au vu de la situation de cet ensemble parcellaire a conduit la commune à faire une proposition d'acquisition amiable des deux parcelles cadastrées section AO n°20 et AO n° 1360 dont la surface respective est de 335 m<sup>2</sup> (maison et terrain) et de 563 m<sup>2</sup> (parcelle constructible).

Les propriétaires, Mme Vaquer et Mme Lebrun, ont accepté la proposition de 350 000 euros pour l'ensemble conformément au prix des domaines.

Cette acquisition sera de nature à permettre un projet d'équipement d'intérêt collectif et de préserver la qualité urbaine, paysagère et environnementale du cœur de ville.

Il vous est donc proposé de nous porter acquéreurs des parcelles AO 20 et AO 1360 d'une superficie totale de 898 m<sup>2</sup> pour un prix total de 350 000 euros et d'autoriser M. Le Maire ou le conseiller municipal délégué à signer tous les documents afférents à cette affaire.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir valablement délibéré,  
par 28 voix pour et 3 abstentions

(Mme Angèle PEREZ, M. Ange GARCIA, M. Jean-Marc LAIGNON)

**DECIDE :**

- **d'acquérir** pour un montant de 350 000 Euros, les parcelles cadastrées section AO n° 20 d'une contenance de 335 m<sup>2</sup> et AO n°1360 d'une contenance de 563 m<sup>2</sup>, soit 898 m<sup>2</sup> au total à Mmes VAQUER et LEBRUN,
- **d'autoriser** Monsieur le Maire ou le conseiller municipal délégué à signer tous les documents afférents à cette affaire

**DELIBERATION N°2020/5**

**OBJET : GARANTIE D'EMPRUNT A LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
POURLA CONSTITUTION DE 77 LOGEMENTS PAR LA SOCIETE 3F OCCITANIE**

**RAPPORTEUR : Mme Anne-Marie BOIX**

Présents : 31

Votants : 31

La présente garantie d'emprunt est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

**Vu** les articles L.2252-1 ET L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** l'article L. 2298 du Code Civil,

**Vu** le contrat de prêt n° 116 220 en annexe signé entre la Société 3F Occitanie ci-après l'emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
par 26 voix pour et 5 abstentions

(M. Beaucourt, Mme Guiraud, Mme Angèle PEREZ, M. Ange GARCIA, M. Jean-Marc LAIGNON),

#### **DECIDE :**

##### **ARTICLE 1 :**

L'assemblée délibérante de COMMUNE DE ST CYPRIEN accorde sa garantie à hauteur de 50.00 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 6 965 148.00 euros souscrits par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt n°116 220 constitué de 6 ligne(s) du Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

##### **ARTICLE 2 :**

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

##### **ARTICLE 3 :**

Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

#### **DELIBERATION N°2020/6**

**OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES COMMUNES DE LATOUR BAS ELNE  
– ALENYA – THEZA – MONTECOT et CORNEILLA DEL VERCOL**

**RAPPORTEUR : Mme Pascale GUICHARD**

Présents : 31

Votants : 31

Par délibération du 22 octobre dernier, le Conseil Municipal a approuvé le lancement du diagnostic en vue de l'élaboration et de la mise en place de la Convention Globale de Territoire.

L'Association Accolades, partenaire de la CAF, a été choisie afin d'accompagner St-Cyprien et les cinq autres communes de la Communauté des Communes Sud Roussillon (CCSR) pour élaborer ce diagnostic.

Le coût de la prestation s'élève à 14 520 €uros TTC, répartis de la façon suivant :

- 7 260 € à la charge de St-Cyprien,

- 1 452 € pour chacune des 5 autres communes de Sud Roussillon,

Il convient aujourd'hui d'approuver la convention de partenariat entre toutes les communes qui définit la répartition du financement.

Le Conseil Municipal, après en avoir valablement délibéré,

à l'unanimité,

- **APPROUVE** la convention de partenariat avec les Communes de Sud Roussillon, pour l'élaboration d'un diagnostic de territoire, selon les modalités suivantes :
- 7 260 € à la charge de St Cyprien,
- 1 452 € à la charge de Latour Bas Elne, Alénia, Montescot, Corneilla del Vercol et Théza ?
- **INDIQUE** que la recette sera inscrite au Budget Primitif 2021, article 74 741,
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer la convention dont le projet est joint en annexe.

**DELIBERATION N°2020/7**

**OBJET : AVENANT A LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT PRESTATIONS DE SERVICE UNIQUE (P.S.U.) POUR LA CRECHE « EL CANT DELS OCELLS »**

**RAPPORTEUR : Mme Pascale GUICHARD**

Présents : 31

Votants : 31

La Prestation de Service Unique (P.S.U.) versée à la crèche de St-Cyprien sera calculée en 2020 sur la base du taux fixe de ressortissants du régime général.

Afin de poursuivre les objectifs de maintien du parc de places existant, de créer des places nouvelles et de contribuer au rééquilibrage territorial et social un financement supplémentaire, : le bonus territorial prioritaire Quartier Politique de la Ville (Q.P.V.) et Zones de revitalisation rurales (Z.R.R.) est mis en place et peut être attribué sous certaines conditions.

Ces modifications nécessitent la signature d'un avenant à la convention d'objectifs et de financement signée le 22/02/2017.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
à l'unanimité,

- **APPROUVE** l'avenant relatif au bonus territorial prioritaire Quartier Politique de la Ville (Q.P.V.) et Zones de revitalisation rurales (Z.R.R.) à la convention d'Objectifs et de Financements de la Crèche tel que proposé par la Caf, et dont le projet est joint en annexe,
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à le signer.

**DELIBERATION N°2020/8**

**OBJET : CONVENTION POUR L'HEBERGEMENT DES RENFORTS DE GENDARMERIE COMMUNE EPIC / EPIC OT**

**RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO, Maire**

Présents : 31

Votants : 31

Chaque année des renforts de gendarmerie viennent à Saint-Cyprien durant la saison estivale pour soutenir l'action des gendarmes locaux.

Ils sont hébergés dans des habitations légères de loisirs mises à leur disposition au camping du Bosc d'En Roug.

Il est proposé au Conseil Municipal de passer une convention avec l'EPIC Office de Tourisme, afin de fixer les conditions d'hébergement de ces renforts, et dire que cette convention sera pérennisée d'année en année.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,

à l'unanimité,

- **APPROUVE** la convention à intervenir avec la commune de Saint-Cyprien dont le projet est joint en annexe, pour la location de HLL destinés aux renforts de gendarmerie durant la saison estivale reconductible tacitement chaque année,
- **AUTORISE** le Directeur de l'EPIC Office de Tourisme ou son représentant à la signer,
- **DIT** que cette dépense sera inscrite au budget primitif de la commune.

**DELIBERATION N°2020/9**

**OBJET : CONVENTION POUR L'HEBERGEMENT DES JUDOKAS LORS DU TOURNOI 2020**

**RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO**

Présents : 31

Votants : 31

Comme chaque année, le club de Judo de St Cyprien a organisé le tournoi de judo international qui s'est déroulé du 13 au 19 Février 2020 à Grand Stade les Capellans.

Ce tournoi international regroupe pendant plusieurs jours des sportifs de tous pays. Cette manifestation nécessite donc une logistique conséquente. Une partie des combattants et leurs familles ont été hébergées dans des mobil-homes au camping du Bosc d'En Roug.

Une convention doit donc intervenir entre la commune et l'Epic Office de Tourisme gestionnaire du Camping du Bosc d'en Roug. Cette convention est jointe en annexe de la présente et devra être approuvée par le Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
par 30 voix pour et 1 abstention (M. Beaucourt),

- **APPROUVE** la convention pour la location de mobil-homes au camping du Bosc d'en Roug, avec l'Epic Office de Tourisme, pour le tournoi de judo international 2020 et dont le projet est joint en annexe,
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à la signer.

**DELIBERATION N°2020/10**

**OBJET : RENOUELEMENT A LA CONVENTION POUR L'AGENCE NATIONALE DE TRAITEMENT AUTOMATISE DES INFRACTIONS (A.N.T.A.I.) POUR LA GESTION**

**RAPPORTEUR : M. Frédéric BERLIAT**

Présents : 31

Votants :31

L'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (A.N.T.A.I.) est l'autorité en charge de l'émission des titres exécutoires pour le recouvrement des forfaits post stationnement (ou procès-verbaux électroniques).

La commune a adhéré aux prestations que délivre l'ANTAI, par délibération du 21 Février 2018, pour une durée de 3 ans. Cette convention expire donc le 31 décembre prochain.

Afin de continuer à bénéficier des prestations de l'ANTAI pour le traitement informatisé des forfaits post stationnement, il convient de signer une nouvelle convention d'une durée de 3 ans qui est jointe à la présente.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
à l'unanimité,

- **APPROUVE** la convention à intervenir avec l'ANTAI, dont le projet est joint en annexe,
- **AUTORISE** M. le maire ou son représentant à la signer.

**DELIBERATION N°2020/11**

**OBJET : CONVENTION DE PARTENARIAT 2021 AVEC L'UFOLEP 66**

**RAPPORTEUR : Mme Pascale GUICHARD**

Présents : 31

Votants : 31

Pour cette année encore, un partenariat avec l'Union Française des Œuvres Laiques d'Education Physique dite UFOLEP 66 peut être instauré avec nos structures d'accueil de jeunes de 12 à 17 ans pour lancer un programme d'activités physiques et sportives à St Cyprien.

Une convention de partenariat détermine les modalités et permet d'acter les différentes activités proposées : rencontres pendant les vacances scolaires, organisation de session de formation aux premiers secours.

Le coût de ce partenariat est de 305 euros correspondant à l'affiliation à l'UFOLEP.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
à l'unanimité,

- **APPROUVE** la convention de partenariat à intervenir, dont le projet est joint annexe, entre la Commune et l'UFOLEP 66,

- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à la signer.

**DELIBERATION N°2020/12**

**OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS : RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE DE SERVICE FINANCIER**

**RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO, Maire**

Présents : 31

Votants : 31



Monsieur le Maire indique au Conseil municipal que suite au futur départ à la retraite d'un agent assurant les fonctions de « Responsable du service comptable » sur le grade d'Attaché principal, la commune souhaite pourvoir cet emploi par le recrutement d'un fonctionnaire issu du cadre d'emploi des Attachés territoriaux au grade d'Attaché principal ou Attaché ou éventuellement du cadre d'emplois des Rédacteurs territoriaux au grade de Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe.

Sous l'autorité directe de la Direction Générale, cet agent aura notamment les missions principales suivantes :

- Gestion du dispositif comptable de la collectivité et contrôle de l'application de la réglementation budgétaire et comptable M14
- Elaboration des documents budgétaires annuels DOB BP DM BS CA
- Contrôle de Gestion du Budget principal et des budgets annexes
- Encadrement et pilotage des agents du service comptable
- Conseils aux services gestionnaires en matière de Comptabilité Publique M 14
- Suivi et élaboration des situations de paiements des Marchés publics
- Gestion et suivi de l'Inventaire de la commune
- Suivi de la Dette
- Recherche et Suivi des subventions
- Mise en place de la mutualisation des services financiers de la commune (Mairie, Port de Plaisance..).

Un appel à candidatures a été lancé.

Le Conseil Municipal, après en avoir valablement délibéré,  
à l'unanimité,

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2121-29 ;

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et notamment ses articles 3, 34 et 38 ;

**DECIDE**

- De créer les postes permanents dans les conditions exposées
- D'approuver la modification du tableau des effectifs.

**DIT QUE**

- les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois créés sont inscrits aux budgets de l'exercice en cours.
- le tableau des effectifs de la commune est mis à jour comme en annexe aux présentes.

## TABLEAU DES EFFECTIFS COMMUNAUX

**Mise à jour selon délibération du conseil municipal n°12 du 17 décembre 2020**

### PARTIE 1 : EMPLOIS PERMANENTS

#### EMPLOIS STATUTAIRES

| Grade                       | Catégorie | Effectif budgétaire | Effectifs |        |          |
|-----------------------------|-----------|---------------------|-----------|--------|----------|
|                             |           |                     | Pourvu    | Vacant | Dont TNC |
| <b>EMPLOIS FONCTIONNELS</b> |           |                     |           |        |          |

|   |   |            |    |    |                       |
|---|---|------------|----|----|-----------------------|
| Directeur général des services (40 à 80 000 habitants)              | A | 1          | 1  | 0  |                       |
| Directeur général adjoint des services (40 à 150 000 habitants)     | A | 1          | 1  | 0  |                       |
| <b>TOTAL</b>  |   | <b>2</b>   |    |    |                       |
| <b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>                                       |   |            |    |    |                       |
| Administrateur hors classe  | A | 1          | 1  | 0  |                       |
| Attaché hors classe   | A | 1          | 1  | 0  |                       |
| Attaché principal   | A | 5          | 4  | 1  |                       |
| Attaché   | A | 6          | 5  | 1  |                       |
| Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe                      | B | 2          | 1  | 1  |                       |
| Rédacteur principal de 2 <sup>ème</sup> classe                      | B | 4          | 3  | 1  |                       |
| Rédacteur   | B | 6          | 6  | 0  |                       |
| Adjoint administratif territorial principal 1 <sup>ère</sup> classe | C | 7          | 6  | 1  |                       |
| Adjoint administratif territorial principal 2 <sup>ème</sup> classe | C | 16         | 10 | 6  |                       |
| Adjoint administratif territorial principal 2 <sup>ème</sup> classe | C | 1          | 1  | 0  | 30/35 <sup>èmes</sup> |
| Adjoint administratif territorial principal 2 <sup>ème</sup> classe | C | 1          | 1  | 0  | 28/35 <sup>èmes</sup> |
| Adjoint administratif territorial                                   | C | 22         | 17 | 5  |                       |
| <b>TOTAL</b>  |   | <b>72</b>  |    |    |                       |
| <b>FILIERE TECHNIQUE</b>  |   |            |    |    |                       |
| Ingénieur principal   | A | 3          | 1  | 2  |                       |
| Ingénieur territorial   | A | 3          | 2  | 1  |                       |
| Technicien principal de 1 <sup>ère</sup> classe                     | B | 2          | 1  | 1  |                       |
| Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe                     | B | 1          | 1  | 0  |                       |
| Technicien  | B | 1          | 1  | 0  |                       |
| Agent de maîtrise principal   | C | 25         | 21 | 4  |                       |
| Agent de maîtrise   | C | 18         | 17 | 1  |                       |
| Adjoint technique territorial principal de 1 <sup>ère</sup> classe  | C | 8          | 4  | 4  |                       |
| Adjoint technique territorial principal de 2 <sup>ème</sup> classe  | C | 28         | 21 | 7  |                       |
| Adjoint technique territorial principal de 2 <sup>ème</sup> classe  | C | 1          | 1  | 0  | 30/35 <sup>èmes</sup> |
| Adjoint technique territorial                                       | C | 50         | 40 | 10 |                       |
| Adjoint technique territorial                                       | C | 1          | 1  | 0  | 28/35 <sup>èmes</sup> |
| Adjoint technique territorial                                       | C | 1          | 1  | 0  | 24/35 <sup>èmes</sup> |
| Adjoint technique territorial                                       | C | 1          | 1  | 0  | 12/35 <sup>èmes</sup> |
| Adjoint technique territorial                                       | C | 1          | 1  | 0  | 9/35 <sup>èmes</sup>  |
| <b>TOTAL</b>  |   | <b>144</b> |    |    |                       |

| <b>FILIERE SPORTIVE</b>   |   |           |    |   |                         |
|---|---|-----------|----|---|-------------------------|
| Educateur territorial des activités physiques et sportives principal de 1 <sup>ère</sup> classe | B | 2         | 2  | 0 |                         |
| Educateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2 <sup>ème</sup> classe | B | 1         | 1  | 0 |                         |
| Educateur territorial des activités physiques et sportives                                      | B | 1         | 0  | 1 |                         |
| <b>TOTAL</b>  |   | <b>4</b>  |    |   |                         |
| <b>FILIERE POLICE MUNICIPALE</b>  |   |           |    |   |                         |
| Chef de service de police municipale principal de 1 <sup>ère</sup> classe                       | B | 4         | 4  | 0 |                         |
| Chef de service de police municipale principal de 2 <sup>ème</sup> classe                       | B | 1         | 1  | 0 |                         |
| Chef de service de police municipale  | B | 1         | 0  | 1 |                         |
| Chef de police municipale   | C | 2         | 2  | 0 |                         |
| Brigadier-chef principal de police  | C | 14        | 14 | 0 |                         |
| Gardien-Brigadier de police municipale  | C | 7         | 3  | 4 |                         |
| <b>TOTAL</b>  |   | <b>29</b> |    |   |                         |
| <b>FILIERE MEDICO SOCIALE</b>   |   |           |    |   |                         |
| Sage femme de classe normale  | A | 1         | 1  | 0 |                         |
| Infirmier en soins généraux de classe normale   | A | 1         | 1  | 0 |                         |
| Educateur de jeunes enfants de 1 <sup>ère</sup> classe  | A | 2         | 1  | 1 |                         |
| Educateur de jeunes enfants de seconde classe   | A | 1         | 0  | 1 |                         |
| Auxiliaire de puériculture principal de 1 <sup>ère</sup> classe                                 | C | 1         | 0  | 1 |                         |
| Auxiliaire de puériculture principal de 2 <sup>ème</sup> classe                                 | C | 2         | 2  | 0 |                         |
| Auxiliaire de puériculture principal de 2 <sup>ème</sup> classe                                 | C | 1         | 0  | 1 | 17.5/35 <sup>èmes</sup> |
| <b>TOTAL</b>  |   | <b>9</b>  |    |   |                         |
| <b>FILIERE SOCIALE</b>  |   |           |    |   |                         |
| Agent spécialisé principal de 1 <sup>ère</sup> classe des écoles maternelles                    | C | 2         | 2  | 0 |                         |
| Agent spécialisé principal de 2 <sup>ème</sup> classe des écoles maternelles                    | C | 8         | 6  | 2 |                         |
| <b>TOTAL</b>  |   | <b>10</b> |    |   |                         |
| <b>FILIERE CULTURELLE</b>   |   |           |    |   |                         |
| Bibliothécaire principal  | A | 1         | 0  | 1 |                         |
| Bibliothécaire  | A | 1         | 1  | 0 |                         |
| Assistant enseignement artistique principal 1 <sup>ère</sup> classe                             | B | 3         | 3  | 0 |                         |
| Assistant enseignement artistique principal 1 <sup>ère</sup> classe                             | B | 1         | 1  | 0 | 9/20 <sup>èmes</sup>    |
| Assistant enseignement artistique principal 1 <sup>ère</sup> classe                             | B | 1         | 1  | 0 | 3/20 <sup>èmes</sup>    |
| Assistant enseignement artistique principal 1 <sup>ère</sup> classe                             | B | 1         | 1  | 0 | 12/20 <sup>èmes</sup>   |

|  |   |           |   |   |                         |
|--|---|-----------|---|---|-------------------------|
| Assistant enseignement artistique principal 1 <sup>ère</sup> classe  | B | 1         | 1 | 0 | 3.5/20 <sup>èmes</sup>  |
| Assistant enseignement artistique principal 2 <sup>ème</sup> classe  | B | 1         | 1 | 0 | 16.5/20 <sup>èmes</sup> |
| Assistant d'enseignement artistique                                  | B | 1         | 1 | 0 |                         |
| Assistant d'enseignement artistique                                  | B | 1         | 0 | 1 | 16.5/20 <sup>èmes</sup> |
| Assistant d'enseignement artistique                                  | B | 1         | 1 | 0 | 8.5/20 <sup>èmes</sup>  |
| Assistant d'enseignement artistique                                  | B | 1         | 1 | 0 | 6.5/20 <sup>èmes</sup>  |
| <b>TOTAL</b>   |   | <b>14</b> |   |   |                         |
| <b>FILIERE ANIMATION</b>   |   |           |   |   |                         |
| Animateur principal de 1 <sup>ère</sup> classe                       | B | 1         | 1 | 0 |                         |
| Animateur  | B | 1         | 1 | 0 |                         |
| Adjoint territorial d'animation principal de 2 <sup>ème</sup> classe | C | 2         | 2 | 0 |                         |
| Adjoint territorial d'animation                                      | C | 10        | 7 | 3 |                         |
| <b>TOTAL</b>   |   | <b>14</b> |   |   |                         |

#### C.D.I. (article L 1224-3 du code du travail)

| Grade                    | Catégorie | Effectif budgétaire | Effectifs |        |                       |
|--------------------------|-----------|---------------------|-----------|--------|-----------------------|
|                          |           |                     | Pourvu    | Vacant | Dont TNC              |
| <b>FILIERE TECHNIQUE</b> |           |                     |           |        |                       |
| Adjoint technique        | C         | 1                   | 1         | 0      | 10/35 <sup>èmes</sup> |
| <b>TOTAL</b>             |           | <b>1</b>            |           |        |                       |

#### REGIE DU PORT

#### EMPLOIS STATUTAIRES

|  | Catégorie | Effectif budgétaire | Effectifs |        |          |
|--|-----------|---------------------|-----------|--------|----------|
|  |           |                     | Pourvu    | Vacant | Dont TNC |
| <b>FILIERE ADMINISTRATIVE</b>  |           |                     |           |        |          |
| Attaché principal  | A         | 1                   | 0         | 1      |          |
| Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe                         | B         | 2                   | 1         | 1      |          |
| Rédacteur principal de 2 <sup>ème</sup> classe                         | B         | 2                   | 1         | 1      |          |
| Adjoint administratif territorial principal de 2 <sup>ème</sup> classe | C         | 3                   | 1         | 2      |          |
| Adjoint administratif territorial                                      | C         | 3                   | 3         | 0      |          |
| <b>TOTAL</b>   |           | <b>11</b>           |           |        |          |
| <b>FILIERE TECHNIQUE</b>   |           |                     |           |        |          |

|  |   |           |   |   |                       |
|--|---|-----------|---|---|-----------------------|
| Technicien   | B | 3         | 2 | 1 |                       |
| Agent de maîtrise principal  | C | 5         | 1 | 4 |                       |
| Agent de maîtrise  | C | 2         | 1 | 1 |                       |
| Adjoint technique territorial principal de 1 <sup>ère</sup> classe | C | 1         | 0 | 1 |                       |
| Adjoint technique territorial principal de 2 <sup>ème</sup> classe | C | 5         | 2 | 3 |                       |
| Adjoint technique territorial                                      | C | 9         | 7 | 2 |                       |
| Adjoint technique territorial                                      | C | 1         | 0 | 1 | 20/35 <sup>èmes</sup> |
| <b>TOTAL</b>   |   | <b>26</b> |   |   |                       |

## EMPLOIS PRIVES

| Fonction                                | Effectif  | Rémunération<br>CCN 3183<br>Ports de plaisance |
|---|-----------|--|
| Directeur du port                       | 1         | 605 / 161%                                     |
| Maître de port                          | 1         | 295 / 100 %                                    |
| Maître de port adjoint                  | 2         | 225 /111%                                      |
| Agent technique                         | 1         | 220/115%                                       |
| Agent technique                         | 2         | 170/100%                                       |
| Responsable des services administratifs | 1         | 360 / 100%                                     |
| Secrétaire de port de plaisance         | 2         | 225 / 100%-149%                                |
| Secrétaire niveau 3 A                   | 4         | 187 / 100%                                     |
| Agent d'accueil portuaire               | 4         | 155 /108%                                      |
| Agent d'entretien                       | 1         | 155 / 100%                                     |
| <b>TOTAL</b>                            | <b>19</b> |  |

## CABINET DU MAIRE

|                           | Effectif<br>budgétaire | Dont<br>TNC | Rémunération   |
|---------------------------|------------------------|-------------|--|
| <b>EMPLOIS DE CABINET</b> |                        |             |  |
| Collaborateur de cabinet  | 3                      |             | 90% maximum du traitement correspondant soit à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé occupé par un fonctionnaire dans la collectivité, soit à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire en activité dans la collectivité |
| <b>TOTAL</b>              | <b>3</b>               |             |  |

## PARTIE 2 : EMPLOIS NON PERMANENTS

| PORT   | Effectif budgétaire | Dont TNC | Rémunération                      |
|--|---------------------|----------|-----------------------------------|
| <b>BESOIN OCCASIONNEL<br/>(max. 12 mois)</b> |                     |          |                                   |
| Adjoint technique territorial                | 5                   |          | Grille indiciaire cadre d'emplois |

|  |          |  |                                  |
|--|----------|--|----------------------------------|
| <b>TOTAL</b>                               | <b>5</b> |  |                                  |
| <b>BESOIN SAISONNIER<br/>(max. 6 mois)</b> |          |  |                                  |
| Adjoint technique territorial              | 3        |  | Grille indiciaire cadre d'emploi |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>3</b> |  |                                  |

| COMMUNE                                      | Effectif budgétaire | Dont TNC | Rémunération                     |
|--|---------------------|----------|----------------------------------|
| <b>BESOIN OCCASIONNEL<br/>(max. 12 mois)</b> |                     |          |                                  |
| Adjoint administratif territorial            | 3                   |          | Grille indiciaire cadre d'emploi |
| Adjoint technique territorial                | 20                  | 4        | Grille indiciaire cadre d'emploi |
| Adjoint territorial d'animation              | 2                   |          | Grille indiciaire cadre d'emploi |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>25</b>           |          |                                  |
| <b>BESOIN SAISONNIER<br/>(max. 6 mois)</b>   |                     |          |                                  |
| Adjoint administratif territorial            | 2                   |          | Grille indiciaire cadre d'emploi |
| Adjoint technique territorial                | 40                  |          | Grille indiciaire cadre d'emploi |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>42</b>           |          |                                  |
| <b>SAUVETEURS</b>                            |                     |          |                                  |
| Opérateur des APS principal                  | 6                   |          | Grille indiciaire cadre d'emploi |
| Opérateur des APS qualifié                   | 6                   |          | Grille indiciaire cadre d'emploi |
| Opérateur des APS                            | 21                  |          | Grille indiciaire cadre d'emploi |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>33</b>           |          |                                  |
| <b>VACATAIRES</b>                            |                     |          |                                  |
| Agents recenseurs                            | 5                   |          | Forfait                          |
| <b>TOTAL</b>                                 | <b>5</b>            |          |                                  |

### PARTIE 3 : SALARIES DROIT PRIVE

#### PORT

|              | Effectifs | Dont TNC | Rémunération              | Contrat         |
|--------------|-----------|----------|---------------------------|-----------------|
|              | 1         |          | % légal Taux horaire SMIC | C.U.I. / C.A.E. |
| <b>TOTAL</b> | <b>1</b>  |          |                           |                 |

#### COMMUNE

|              | Effectifs | Dont TNC | Rémunération              | Contrat                            |
|--------------|-----------|----------|---------------------------|------------------------------------|
|              | 35        |          | % légal Taux horaire SMIC | C.U.I. / C.A.E. – C.E.A. – CAE PEC |
|              | 15        |          | % légal Taux horaire SMIC | Contrat d'apprentissage            |
| <b>TOTAL</b> | <b>50</b> |          |                           |                                    |

**DELIBERATION N°2020/13**

**OBJET : COVID 19 PROPOSITION D'EXONERATION DES LOYERS DES BAUX COMMERCIAUX ET DES REDEVANCES D'OCCUPATION PENDANT LA PERIODE DE CONFINEMENT**

**RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO**

Présents : 31

Votants : 31

Le gouvernement a envisagé plusieurs mesures de soutien aux professionnels impactés par les périodes de confinement. Il a, par ailleurs, incité les propriétaires-bailleurs à procéder à un dégrèvement des loyers commerçants et professionnels qui n'ont pu exercer normalement leur activité professionnelle du fait du confinement.

La ville est propriétaire de plusieurs baux commerciaux concernés par cette mesure.

Il est proposé au conseil municipal de procéder à un dégrèvement de **trois mois de loyers** pour apporter un soutien aux professionnels qui n'ont pu exercer normalement leur activité du fait du confinement.

Cette mesure s'appliquera uniquement aux locataires à jour du règlement de leurs loyers à la date de la présente décision.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,

à l'unanimité,

- **APPROUVE** le dégrèvement partiel de trois mois de loyers pour les titulaires de baux commerciaux,
- **INDIQUE** que cette mesure ne s'appliquera qu'aux locataires à jour du règlement de leurs loyers à la date de la présente délibération.
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer tout document afférant à ce dossier.

**DELIBERATION N°2020/14**

**OBJET : EXONERATION DES DROITS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL (TERRASSES ET MARCHES DE PLEIN VENT) ANNEE 2020**

**RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO**

Présents : 30

Votants : 30

→ *Mme ROMAGOSA quitte la séance*

Les mesures de lutte contre la propagation du virus de la COVID 19 ont affecté le tissu économique notamment le commerce, en raison de la fermeture des commerces non alimentaires et des marchés de plein vent. Ainsi, les cafés et restaurants ont été fermés du 15 mars au 02 juin 2020 et le sont aussi depuis début novembre.

L'exploitation des terrasses implantées sur le domaine public pour laquelle les commerçants paient une redevance à la commune a donc été perturbée cette année par la crise sanitaire de la COVID 19.

A ces fermetures qui occasionnent des pertes de chiffre d'affaire, s'ajoutent des coûts liés à une reprise d'activité assortie de mesures d'accueil adaptées, impliquant le plus souvent de réduire le nombre de clients accueillis.

La commune de St-Cyprien souhaite adopter des mesures de soutien en direction de ces entreprises en lien avec l'activité touristique en les exonérant notamment, des droits d'occupation du domaine public, pour les commerçants sédentaires ou non sédentaires mais aussi, pour les commerçants annuels ou saisonniers.

Parallèlement, l'activité halieutique a, elle aussi, été touchée par le confinement. Les pêcheurs professionnels ont en effet été contraints de rester à quai lors de la première période.

**Considérant** que les diverses mesures d'interdiction n'ont pas permis l'exploitation pleine et entière des commerces durant la saison 2020,

VU l'avis favorable du Conseil d'Exploitation du port en date du 17 décembre 2020,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement,

à l'unanimité,

- **APPROUVE** une exonération partielle de deux mois sur l'abonnement annuel payé par les commerçants non sédentaires annuels et un mois pour l'abonnement pris uniquement pour l'été, car ils ont été impactés par la fermeture des marchés de plein vent avec une reprise très progressive à partir du 02 juin 2020,

- **APPROUVE** une exonération de 25 % des redevances d'occupation du domaine public (terrasses) pour tous les commerçants ouverts plus de 6 mois (sans justification) et 25 % pour les commerçants ouverts moins de 6 mois avec justification d'une baisse du chiffre d'affaire de plus de 30 %, sur la saison d'été.

- **APPROUVE** une exonération de 25 % de la taxe forfaitaire due au port par les pêcheurs professionnels.

- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à ce dossier.

→ Mme ROMAGOSA revient en séance

**DELIBERATION N°2020/15**

**OBJET : REMBOURSEMENT EXCEPTIONNEL DES COTISATIONS PARENTALES POUR LA CARTE DES TRANSPORTS SCOLAIRES 2020/2021**

**RAPPORTEUR : Mme Pascale GUICHARD**

Présents : 31

Votants : 31

Depuis plusieurs années, la commune de Saint-Cyprien souhaite pour des raisons logistiques et économiques, pouvoir permettre à ses résidents d'utiliser les cars de transports départementaux pour assurer le transport intra-muros des voyageurs et scolaires. Ainsi, le service de transport scolaire est assuré pour les enfants de la plage par les bus du conseil Régional (devenu compétent depuis 2018) et pour les enfants du village, il est assuré par la compagnie locale de transports.

En conséquence, une convention entre la Commune et le Département a été conclue en 2016 pour 3 ans. Elle prévoyait la prise en charge par la Commune du coût facturé par la Région pour les usagers de Saint-Cyprien Plage, afin de ne pas rompre l'égalité des usagers devant le service public puisque la Commune prend en charge le coût du transport scolaire pour les enfants domiciliés au village par le biais du marché des transports de la ville.



Cependant, cette année, comme l'an dernier, certains parents, en raison de la modification de la plateforme d'inscription en ligne, se sont acquittés directement du paiement de leur titre de transport auprès de la Région. La prise en charge des frais devant être faite par la ville en vertu de la convention précitée, il convient donc de rembourser ces frais d'inscription aux parents.

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal, d'autoriser ce remboursement exceptionnel des frais d'inscription versés par les parents, soit un montant de 45 euros par carte d'abonnement et un montant total de 495 euros.

|    | NOM DE L'ELEVE        | ANNEE DE<br>NAISSANCE | NOM DU REPRESENTANT LEGAL | ADRESSE DU REPRESENTANT LEGAL  |
|----|-----------------------|-----------------------|---------------------------|--|
| 1  | BAGDAD Leila          | 12.01.2009            | CHAMPENOIS Marjorie       | Résidence Port Sud<br>83 rue Octave Mirbeau<br>66750 SAINT-CYPRIEN                   |
| 2  | FREMOND Eden          | 17.07.2007            | FREMOND Valérie           | 55 Résidence Les Dauphins<br>66750 SAINT CYPRIEN                                     |
| 3  | GUILLEM Tessa         | 14.01.2009            | CRINER Camille            | 27 HLM Romain Rolland<br>66750 SAINT CYPRIEN   |
| 4  | MATHURIN Robin        | 12.05.2009            | VIDAL Hélène              | HLM Romain Rolland – Bâtiment 1 – apt 6<br>66750 SAINT CYPRIEN                       |
| 5  | PAREDES<br>Christophe | 24.10.2008            | PAREDES Elodie            | Bâtiment 1 Concierge<br>1 HLM Romain Rolland<br>66750 SAINT CYPRIEN                  |
| 6  | PEPIN Soline          | 15.03.2007            | PEPIN Dominique           | 5 BIS RUE Joseph Baylet<br>66750 SAINT CYPRIEN                                       |
| 7  | RANGEARD Tom          | 25.08.2009            | QUIN Christelle           | 403 Résidence les Patios de la mer 3<br>Avenue Armand Lanoux<br>66 750 SAINT-CYPRIEN |
| 8  | RIPOLL Elya           | 22.10.2007            | COBAN Selma               | Rés. Les Mas de l'Aygal – villa 14<br>30 rue Francis Carco<br>66750 ST-CYPRIEN       |
| 9  | TORRENT Pascal        | 26.03.2009            | VALERO Aurélie            | 16 rue Ernest Lavisse<br>66750 SAINT-CYPRIEN   |
| 10 | VIGNES Nathan         | 16.01.2008            | VIGNES Esther             | 20 Boulevard Desnoyer<br>66750 SAINT-CYPRIEN   |
| 11 | ZENATI Lina           | 18.01.2006            | ZOUAOUI Fatiha            | HLM Romain Rolland – Bâtiment 2<br>24 rue Mirabeau<br>66750 SAINT CYPRIEN            |

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
à l'unanimité,

- **APPROUVE** le principe du remboursement exceptionnel de leur frais d'inscription d'un montant de 45 euros, aux parents qui ont fait la démarche, conformément au tableau sus-visé,
- **MANDATE** M. le Maire ou son représentant pour effectuer les formalités inhérentes à ce dossier,
- **INDIQUE** que les crédits nécessaires au paiement de ces frais sont inscrits au budget principal de la commune.

**DELIBERATION N°2020/16**

**OBJET : TARIFS DES MARCHES DE PLEIN VENT – ACTUALISATION DES ABONNEMENTS**

**RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO**

Présents : 31

Votants : 31

Les marchés de plein vent de Saint-Cyprien contribuent à l'animation touristique de la commune de St-Cyprien. Leur fréquentation et leur succès ne se démentent pas au fil des années. Afin de favoriser la rotation et un partage plus équitable des places entre les commerçants non sédentaires mais aussi d'assurer aux clients une meilleure qualité de produits et de services, il convient d'actualiser les tarifs relatifs aux abonnements des marchés de plein vent qui seront applicables au 01/01/2021.

Après avoir entendu les différents syndicats de commerçants non sédentaires et obtenu leur avis, il a été décidé d'établir une tarification distincte entre basse et haute saison pour tenir compte des commerçants s'engageant par un abonnement, à participer aux marchés toute l'année, à l'instar de ceux qui ne viennent que durant la saison estivale. Les nouveaux tarifs pourraient être les suivants:

| ST CYPRIEN PROPOSITIONS NOUVEAUX TARIFS |  |   |              |
|---|--|---|--------------|
|   | HAUTE SAISON abonnement<br>01/05 au 30/09    | BASSE SAISON<br>abonnement<br>01/01 AU 30/04 et 01/10<br>au 31/12 | OCCASIONNELS |
| VENDREDI<br>(à l'année<br>uniquement)   | 100 €/ml                                     | 25 € ml   | 15 € /ml     |
| VENDREDI ET MARDI                       | 200 €/ ml                                    | -   | 15 € / ml    |
| MARDI ET VENDREDI<br>à l'année          | 150 € / ml (mardi)                           |   | -            |
| JEUDI                                   | forfait annuel 300 € (quelque-soit le métré) |   | 7 €/ml       |
| DIMANCHE                                | 175 €/ ml                                    | <i>pas de marché l'hiver</i>                                      | 15 € / ml    |
| LUNDI                                   | 50 €/ml                                      | <i>pas de marché l'hiver</i>                                      | 5 € / ml     |
| <b>Majoration estivale</b>              | <b>300 €</b>                                 |   |              |
| MARCHE DE NOEL                          | 25 € le chalet/jour<br>et<br>1000 € caution  |   |              |

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré, à l'unanimité,

- **APPROUVE** les tarifs des marches de plein vent et l'actualisation des abonnements à compte du 1<sup>er</sup> janvier 2021, tels que visés ci-dessus ,

- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à ce dossier.

**DELIBERATION N°2020/17**

**OBJET : REVERSEMENT DES DONS DES CEREMONIES 2020**

**RAPPORTEUR : Thierry DEL POSO, Maire**

Présents : 31

Votants : 31

Pour l'année 2020, les dons enregistrés lors des cérémonies s'élèvent à la somme globale de 100.00 € :

- 100.00 € pour le CCAS.

Cette somme doit être répartie entre les associations ou organismes bénéficiaires conformément aux vœux exprimés par les donateurs. Il est donc demandé au Conseil Municipal d'approuver ces reversements.

LE CONSEIL MUNICIPAL après en avoir valablement délibéré,

à l'unanimité,

- **DECIDE** pour répondre aux souhaits exprimés par les familles, de reverser ces sommes, réparties comme suit :

- 100.00 € pour le CCAS.

- **DONNE MANDAT** à M. le Maire ou son représentant pour entreprendre toute opération à cet effet.

**DELIBERATION N°2020/18**

**OBJET : AUTORISATION D'ENGAGER, DE LIQUIDER ET DE MANDATER DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT A HAUTEUR DE 25 % DES CREDITS OUVERTS AU BP**

**RAPPORTEUR : M. Dominique ANDRAULT**

Présents : 31

Votants : 31

L'article L. 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, stipule que « jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, l'exécutif de la Collectivité peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater des dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »

En 2020, le montant total des crédits ouverts en investissement s'élève à 7 725 000 euros (budget plus décisions modificatives hors dette). L'exécutif peut donc engager, liquider et mandater à hauteur de 1 931 250 euros.

Il est donc proposé de créditer, comme suit divers chapitres et opérations d'investissement :

| <b>Niveau de vote</b> | <b>Libellé</b>                         | <b>Montant</b> |
|-----------------------|--|----------------|
| 10                    | Dotations / Fonds Taxe aménagement     | 10 000         |
| 13                    | Participation voies et réseaux         | 3 000          |
| 9005                  | Eco renaturation Etude                 | 30 000         |
| 9020                  | Matériel informatique                  | 15 000         |
| 9054                  | Matériel et outillage                  | 20 000         |
| 9060                  | Mobilier                               | 30 000         |
| 9062                  | Mobilier urbain                        | 3 000          |
| 9106                  | Rénovation façades en centre ancien    | 20 000         |
| 9142                  | Aménagement bâtiments communaux        | 100 000        |
| 9152                  | Aménagement bâtiments rue Jules Romain | 15 000         |
| 9420                  | Eclairage Tennis Grand stade           | 45 000         |
| 9605                  | Grosses réparations canaux             | 60 000         |
| 9701                  | Boulevard urbain Etude                 | 50 000         |
| 9751                  | Fontainerie pompes                     | 2 000          |
| 9818                  | Grosses réparations voiries            | 50 000         |
| 9831                  | Remise en état des rues dégradées      | 50 000         |
| 9906                  | Arbres et arbustes                     | 5 000          |
| 9908                  | Aménagement jardin des plantes         | 52 000         |
| 9961                  | Remise en état des digues du Port      | 100 000        |
|                       |  | <b>660 000</b> |

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
par 28 voix pour et 3 abstentions  
(Mme Angèle PEREZ, M. Ange GARCIA, M. Jean-Marc LAIGNON),

- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant, dans l'attente du vote du budget primitif 2021, à engager, liquider et mandater à hauteur de un quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent,

- **PRECISE** que le montant et l'affectation des crédits relevant de la présente délibération portent sur les chapitres et opérations suivantes :

| <b>Niveau de vote</b> | <b>Libellé</b>                         | <b>Montant</b> |
|-----------------------|--|----------------|
| 10                    | Dotations / Fonds Taxe aménagement     | 10 000         |
| 13                    | Participation voies et réseaux         | 3 000          |
| 9005                  | Eco renaturation Etude                 | 30 000         |
| 9020                  | Matériel informatique                  | 15 000         |
| 9054                  | Matériel et outillage                  | 20 000         |
| 9060                  | Mobilier                               | 30 000         |
| 9062                  | Mobilier urbain                        | 3 000          |
| 9106                  | Rénovation façades en centre ancien    | 20 000         |
| 9142                  | Aménagement bâtiments communaux        | 100 000        |
| 9152                  | Aménagement bâtiments rue Jules Romain | 15 000         |
| 9420                  | Eclairage Tennis Grand Stade           | 45 000         |
| 9605                  | Grosses réparations canaux             | 60 000         |
| 9701                  | Boulevard urbain Etude                 | 50 000         |
| 9751                  | Fontainerie pompes                     | 2 000          |
| 9818                  | Grosses réparations voiries            | 50 000         |
| 9831                  | Remise en état des rues dégradées      | 50 000         |
| 9906                  | Arbres et arbustes                     | 5 000          |
| 9908                  | Aménagement jardin des plantes         | 52 000         |
| 9961                  | Remise en état des digues du Port      | 100 000        |
|                       |  | <b>660 000</b> |

**DELIBERATION N°2020/19**

**OBJET : ADMISSION EN PRODUITS IRRECOURVABLES – BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE**

**RAPPORTEUR : M. Dominique ANDRAULT**

Présents : 31

Votants : 31

M. le Trésorier a présenté les produits irrécouvrables pour la commune pour un montant 18 397.40 €.

Considérant sa demande d'admission en non-valeur des créances n'ayant pu faire l'objet de recouvrement après en mise en œuvre de toutes les voies d'exécution,

Considérant que les dispositions prises lors de l'admission en non-valeur par le Conseil Municipal ont uniquement pour objet de faire disparaître de la comptabilité les créances irrécouvrables,

Il est proposé au Conseil Municipal d'admettre en non valeur les créances irrécouvrables pour un montant de 18 397.40 € inscrit au chapitre 65, article 6541.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
à l'unanimité,

- **ADMET en non-valeur** les produits irrécouvrables tels qu'indiqués par la liste de M. le Trésorier, pour un montant de 18 397.40 Euros,

- **INDIQUE** que ces créances irrécouvrables sont inscrites au chapitre 65, article 6541 du Budget Primitif de la Commune.

**DELIBERATION N°2020/20**

**OBJET : APPROBATION DES TARIFS 2021 – POUR LA REGIE DU PORT**

**RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO**

Présents :31

Votants : 31

La Régie du Port est dotée de l'autonomie financière mais pas de la personnalité morale. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer les tarifs portuaires applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Pour l'année 2021, ces tarifs resteront identiques à ceux de 2020.

Ils sont proposés au Conseil Municipal pour les fixer à nouveau pour l'année 2021.

**VU** l'avis favorable du Conseil d'Exploitation en date du 17 décembre 2020,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
à l'unanimité,

- **FIXE** les tarifs 2021 de la régie du Port tels qu'annexés à la présente.

**DELIBERATION N°2020/21**

**OBJET : ADMISSION EN PRODUITS IRRECOUVRABLES – REGIE DU PORT**

**RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO, Maire**

Présents : 31

Votants : 31

Monsieur le Trésorier Municipal a présenté les produits irrécouvrables pour la régie du port, pour un montant total de de **86 027.70 € HT soit 102 048.99 €** arrêtés au 10/12/2019 ainsi qu'il suit :

**VU** l'avis favorable du Conseil d'Exploitation en date du 17 décembre 2020,

Le Conseil Municipal propose que le montant des produits irrécouvrables soit arrêté à la somme de **74 129,70 € HT soit 87 818.99 € TTC** correspondant au refus d'enlever les dettes de M. PERROCHEAU Jean-Luc (11 898.00 €HT).

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
à l'unanimité,

- ADMET en non-valeur les produits irrécouvrables tels que mentionnés aux tableaux ci-dessous :

**TRESORERIE D'ELNE LISTE N°4293690233 arrêté à la date du 10/12/2020**

| AN   | TR      |                                     | Montant du RAR euros HT | Montant TVA à 19,60% | Montant restant à recouvrer | Motif de la présentation                  |
|------|---------|-------------------------------------|-------------------------|----------------------|-----------------------------|---|
| 2006 | 665     | LE GUERN Jean                       | 372,91                  | 73,09                | 446,00                      | poursuites sans effets                    |
| 2007 | 1035    | COMBES Jacques                      | 1 250,84                | 245,16               | 1 496,00                    | décédé poursuites sans effets             |
| 2007 | 1070    | OURY Philippe                       | 162,65                  | 31,88                | 194,53                      | poursuites infructueuses                  |
| 2008 | 631     | BENEJEAN Jean Paul                  | 264,99                  | 51,94                | 316,93                      | poursuites infructueuses                  |
| 2008 | 747     | COMBES Jacques                      | 529,75                  | 103,83               | 633,58                      | décédé poursuites sans effets             |
| 2008 | 943     | LOUBATIERES Pierre                  | 348,28                  | 68,26                | 416,54                      | poursuites infructueuses                  |
| 2009 | R-1-26  | CHABROT Jerome                      | 1 575,25                | 308,75               | 1 884,00                    | poursuites infructueuses                  |
| 2009 | 392     | CIE D'ARMEMENT DE PECHE             | 481,57                  | 0,00                 | 481,57                      | poursuites infructueuses                  |
|      | 452     | CIE D'ARMEMENT DE PECHE             | 56,00                   | 0,00                 | 56,00                       | poursuites infructueuses                  |
|      | 493     | CIE D'ARMEMENT DE PECHE             | 559,72                  | 0,00                 | 559,72                      | poursuites infructueuses                  |
|      | 622     | CIE D'ARMEMENT DE PECHE             | 32,80                   | 0,00                 | 32,80                       | poursuites infructueuses                  |
|      | 646     | CIE D'ARMEMENT DE PECHE             | 554,78                  | 0,00                 | 554,78                      | poursuites infructueuses                  |
|      | 840     | CIE D'ARMEMENT DE PECHE             | 274,76                  | 0,00                 | 274,76                      | poursuites infructueuses                  |
|      | 920     | CIE D'ARMEMENT DE PECHE             | 185,08                  | 0,00                 | 185,08                      | poursuites infructueuses                  |
|      | 948     | CIE D'ARMEMENT DE PECHE             | 56,00                   | 0,00                 | 56,00                       | poursuites infructueuses                  |
| 2009 | R-1-35  | DE TAYE Gilbert                     | 551,00                  | 108,00               | 659,00                      | poursuites infructueuses                  |
| 2009 | 694     | GIUSTINIANI Fabien                  | 88,88                   | 17,42                | 106,30                      | poursuites infructueuses                  |
| 2009 | R-1-58  | GONZALO HERNANDEZ LUIS ANTONIO      | 551,00                  | 108,00               | 659,00                      | personne disparue                         |
| 2009 | R-1-67  | KNOTT Imbert<br>WALDSCHMIDT Mickael | 551,00                  | 108,00               | 659,00                      | NPAl et demande de renseignement négative |
| 2009 | R-1-71  | LE SUCCES SPRL                      | 238,29                  | 46,71                | 285,00                      | NPAl et demande de renseignement négative |
| 2009 | R-1-78  | LOUBATIERES Pierre                  | 443,14                  | 86,86                | 530,00                      | PV carence                                |
| 2009 | 306     | MACNICOL Harry Malcolm              | 8,36                    | 1,64                 | 10,00                       | NPAl et demande de renseignement négative |
| 2009 | 551     | MENISSEZ Philippe                   | 139,63                  | 27,37                | 167,00                      | poursuites sans effets                    |
| 2009 | 628     | MEYER Andre                         | 88,62                   | 17,38                | 106,00                      | poursuites infructueuses                  |
| 2009 | R-1-93  | PERROCHEAU Jean-Lue                 | 2 379,60                | 466,40               | 2 846,00                    | NPAl et demande de renseignement négative |
| 2009 | R-1-120 | TANN Jeremy                         | 813,55                  | 159,45               | 973,00                      | NPAl et demande de renseignement négative |
| 2009 | R-1-124 | VERLAGUET Jean-Marc                 | 2 880,43                | 564,57               | 3 445,00                    | PV carence                                |
| 2009 | 673     | VETSCH Jean-Jacques                 | 1 239,56                | 242,95               | 1 482,51                    | PV carence                                |
| 2010 | R-2-5   | BECKER Johan                        | 443,14                  | 86,86                | 530,00                      | NPAl et demande de renseignement négative |

|      |        |   |          |        |          |   |
|------|--------|---|----------|--------|----------|---|
| 2010 | R-2-7  | BENEJEAN Jean Paul                      | 443,14   | 86,86  | 530,00   | poursuites infructueuses                  |
| 2010 | 1      | CIE D'ARMEMENT DE PECHE                 | 225,11   | 0,00   | 225,11   | poursuites infructueuses                  |
|      | 6      | CIE D'ARMEMENT DE PECHE                 | 33,00    | 0,00   | 33,00    | poursuites infructueuses                  |
|      | 25     | CIE D'ARMEMENT DE PECHE                 | 140,32   | 0,00   | 140,32   | poursuites infructueuses                  |
|      | 732    | CIE D'ARMEMENT DE PECHE                 | 23,58    | 0,00   | 23,58    | poursuites infructueuses                  |
|      | 1165   | CIE D'ARMEMENT DE PECHE                 | 14,00    | 0,00   | 14,00    | poursuites infructueuses                  |
|      | 1175   | CIE D'ARMEMENT DE PECHE                 | 112,00   | 0,00   | 112,00   | poursuites infructueuses                  |
|      | 1191   | CIE D'ARMEMENT DE PECHE                 | 266,00   | 0,00   | 266,00   | poursuites infructueuses                  |
| 2010 | R-2-15 | DE TAYE Gilbert                         | 551,00   | 108,00 | 659,00   | poursuites infructueuses                  |
| 2010 | 384    | DREAM MARITIME COMPANY LIMITED          | 840,00   | 0,00   | 840,00   | NPAI et demande de renseignement négative |
| 2010 | R-2-17 | EISENSCHMIDT Willi                      | 264,55   | 51,85  | 316,40   | NPAI et demande de renseignement négative |
| 2010 | 189    | EVANS Ian                               | 794,31   | 155,69 | 950,00   | NPAI et demande de renseignement négative |
| 2010 | R-2-21 | GONZALO HERNANDEZ LUIS ANTONIO          | 551,00   | 108,00 | 659,00   | personne disparue                         |
| 2010 | 617    | HATON Yohann Peggy                      | 253,05   | 0,00   | 253,05   | poursuites sans effets                    |
| 2010 | 881    | HAYES Colin                             | 26,76    | 5,24   | 32,00    | poursuites infructueuses                  |
| 2010 | 231    | JOURDAN Jean-louis                      | 293,38   | 57,50  | 350,88   | NPAI et demande de renseignement négative |
| 2010 | R-2-23 | KNOTT Imbert<br>WALDSCHMIDT Mickael     | 551,00   | 108,00 | 659,00   | NPAI et demande de renseignement négative |
| 2010 | R-2-26 | LE SUCCES SPRL                          | 551,00   | 108,00 | 659,00   | NPAI et demande de renseignement négative |
| 2010 | R-2-31 | LOUBATIERES Pierre                      | 443,14   | 86,86  | 530,00   | poursuites infructueuses                  |
| 2010 | 1183   | ORANGE BUSINESS SERVICES WIFI           | 100,49   | 19,70  | 120,19   | poursuites infructueuses                  |
| 2010 | R-1-15 | PERROCHEAU Jean-Luc                     | 2 379,60 | 466,40 | 2 846,00 | NPAI et demande de renseignement négative |
| 2010 | 44     | REGIE AMODIATION CAPELLANS TAXE D'USAGE | 88,09    | 17,27  | 105,36   | poursuite sans effet                      |
| 2010 | 944    | RUDOLF Jean                             | 379,60   | 74,40  | 454,00   | PV carence                                |
| 2010 | 786    | SOUHLAL Koudir                          | 530,44   | 103,96 | 634,40   | PV carence                                |
|      | 1159   | SOUHLAL Koudir                          | 120,40   | 23,60  | 144,00   | PV carence                                |
|      | 1160   | SOUHLAL Koudir                          | 124,41   | 24,39  | 148,80   | PV carence                                |
|      | 1161   | SOUHLAL Koudir                          | 72,24    | 14,16  | 86,40    | PV carence                                |
| 2010 | 266    | TANN Jeremy                             | 70,23    | 13,77  | 84,00    | NPAI et demande de renseignement négative |
|      | 455    | TANN Jeremy                             | 813,55   | 159,45 | 973,00   | NPAI et demande de renseignement négative |
|      | 771    | TANN Jeremy                             | 88,63    | 17,37  | 106,00   | NPAI et demande de renseignement négative |
| 2010 | 958    | VETSCH Jean-Jacques                     | 831,45   | 162,96 | 994,41   | PV carence                                |
| 2010 | 265    | VIGNAU Angele                           | 83,61    | 16,39  | 100,00   | poursuites infructueuses                  |
| 2011 | 619    | BECKER Johan                            | 443,14   | 86,86  | 530,00   | NPAI et demande de renseignement négative |
| 2011 | 621    | BENEJEAN Jean Paul                      | 443,14   | 86,86  | 530,00   | poursuites infructueuses                  |

|      |      |  |          |        |          |   |
|------|------|--|----------|--------|----------|---|
| 2011 | 6    | CIE D'ARMEMENT DE<br>PECHE             | 101,94   | 0,00   | 101,94   | poursuites infructueuses                          |
|      | 943  | CIE D'ARMEMENT DE<br>PECHE             | 31,00    | 0,00   | 31,00    | poursuites infructueuses                          |
|      | 944  | CIE D'ARMEMENT DE<br>PECHE             | 9,00     | 0,00   | 9,00     | poursuites infructueuses                          |
| 2011 | 627  | DE TAYE Gilbert                        | 551,00   | 108,00 | 659,00   | poursuites infructueuses                          |
| 2011 | 631  | EISENSCHMIDT Willi                     | 443,14   | 86,86  | 530,00   | NPAI et demande de<br>renseignement négative      |
| 2011 | 634  | GONZALO HERNANDEZ<br>LUIS ANTONIO      | 551,00   | 108,00 | 659,00   | personne disparue                                 |
| 2011 | 637  | KNOTT Imbert<br>WALDSCHMIDT Mickael    | 551,00   | 108,00 | 659,00   | NPAI et demande de<br>renseignement négative      |
| 2011 | 640  | LE SUCCES SPRL                         | 551,00   | 108,00 | 659,00   | NPAI et demande de<br>renseignement négative      |
| 2011 | 1075 | MACH Claude                            | 63,64    | 12,47  | 76,11    | poursuites infructueuses                          |
| 2011 | 602  | OURY Philippe                          | 2 379,60 | 466,40 | 2 846,00 | poursuites infructueuses                          |
| 2011 | 603  | PERROCHEAU Jean-Luc                    | 2 379,60 | 466,40 | 2 846,00 | NPAI et demande de<br>renseignement négative      |
| 2011 | 544  | PLUOT Emmanuel                         | 234,80   | 0,00   | 234,80   | poursuites infructueuses                          |
| 2011 | 878  | RAMBAUD Olivier                        | 33,44    | 6,56   | 40,00    | décédé et demande de<br>renseignement négative    |
| 2011 | 872  | RUDOLF Jean                            | 720,74   | 141,26 | 862,00   | PV carence  |
|      | 935  | RUDOLF Jean                            | 234,11   | 45,89  | 280,00   | PV carence  |
| 2011 | 808  | TANN Jeremy                            | 595,99   | 116,81 | 712,80   | NPAI et demande de<br>renseignement négative      |
| 2011 | 879  | VETSCH Jean-Jacques                    | 2 880,43 | 564,57 | 3 445,00 | PV carence  |
| 2012 | 346  | ARCHIPEL PASSION<br>PEREMANS Catherine | 166,42   | 0,00   | 166,42   | personne disparue                                 |
| 2012 | 455  | BECKER Johan                           | 443,14   | 86,86  | 530,00   | NPAI et demande de<br>renseignement négative      |
| 2012 | 457  | BENEJEAN Jean Paul                     | 443,14   | 86,86  | 530,00   | poursuites infructueuses                          |
| 2012 | 1139 | DAUVERCHAIN Stephane                   | 30,12    | 5,91   | 36,03    | PV perquisition et<br>demande de<br>renseignement |
| 2012 | 966  | DE TAYE Gilbert                        | 324,41   | 63,59  | 388,00   | poursuites infructueuses                          |
| 2012 | 967  | EISENSCHMIDT Willi                     | 443,14   | 86,86  | 530,00   | NPAI et demande de<br>renseignement négative      |
| 2012 | 970  | GONZALO HERNANDEZ<br>LUIS ANTONIO      | 370,40   | 72,60  | 443,00   | personne disparue                                 |
| 2012 | 149  | GUILLEM Jean-Joseph                    | 170,79   | 33,48  | 204,27   | NPAI et demande de<br>renseignement négative      |
| 2012 | 972  | KNOTT Imbert<br>WALDSCHMIDT Mickael    | 551,00   | 108,00 | 659,00   | NPAI et demande de<br>renseignement négative      |
| 2012 | 474  | LE SUCCES SPRL                         | 551,00   | 108,00 | 659,00   | NPAI et demande de<br>renseignement négative      |
| 2012 | 973  | LOUBATIERES Pierre                     | 443,14   | 86,86  | 530,00   | poursuites infructueuses                          |
| 2012 | 551  | OURY Philippe                          | 745,69   | 146,15 | 891,84   | poursuites infructueuses                          |
| 2012 | 895  | PERROCHEAU Jean-Luc                    | 2 379,60 | 466,40 | 2 846,00 | NPAI et demande de<br>renseignement négative      |
| 2012 | 259  | RUDOLF Jean                            | 82,94    | 16,26  | 99,20    | PV carence  |
|      | 260  | RUDOLF Jean                            | 82,94    | 16,26  | 99,20    | PV carence  |
|      | 280  | RUDOLF Jean                            | 77,59    | 15,21  | 92,80    | PV carence  |
|      | 440  | RUDOLF Jean                            | 163,21   | 31,99  | 195,20   | PV carence  |
|      | 630  | RUDOLF Jean                            | 163,21   | 31,99  | 195,20   | PV carence  |
|      | 946  | RUDOLF Jean                            | 82,94    | 16,26  | 99,20    | PV carence  |



|      |        |                                |          |                          |          |   |
|------|--------|--------------------------------|----------|--------------------------|----------|---|
|      | 1009   | RUDOLF Jean                    | 82,94    | 16,26                    | 99,20    | PV carence                                  |
|      | 1114   | RUDOLF Jean                    | 1 096,99 | 215,01                   | 1 312,00 | PV carence                                  |
| 2012 | 896    | SALGADO Jean-Charles           | 2 091,14 | 409,86                   | 2 501,00 | décédé et demande de renseignement négative |
| 2012 | 167    | VERLAGUET Jean-Marc            | 2 880,43 | 564,57                   | 3 445,00 | PV carence                                  |
|      | 168    | VERLAGUET Jean-Marc            | 2 880,43 | 564,57                   | 3 445,00 | PV carence                                  |
| 2013 | 239    | BECKER Johan                   | 443,14   | 86,86                    | 530,00   | NPAI et demande de renseignement négative   |
| 2013 | 243    | BENEJEAN Jean Paul             | 443,14   | 86,86                    | 530,00   | poursuites infructueuses                    |
| 2013 | 1115   | CHARLOT Philippe               | 34,28    | 6,72                     | 41,00    | NPAI et demande de renseignement négative   |
| 2013 | 1119   | CHAVOT Philippe                | 398,83   | 78,17                    | 477,00   | PV carence                                  |
| 2013 | 44     | DAUVERCHAIN Stephane           | 153,01   | 29,99                    | 183,00   | PV perquisition et demande de renseignement |
| 2013 | 648    | DAUVERCHAIN Stephane           | 1 575,25 | 308,75                   | 1 884,00 | PV perquisition et demande de renseignement |
| 2013 | 258    | DE TAYE Gilbert                | 551,00   | 108,00                   | 659,00   | poursuites infructueuses                    |
| 2013 | 274    | GONZALO HERNANDEZ LUIS ANTONIO | 551,00   | 108,00                   | 659,00   | personne disparue                           |
| 2013 | 640    | JUNDT Pascal                   | 851,07   | 166,81                   | 1 017,88 | poursuites infructueuses                    |
| 2013 | 287    | LE GUERN Jean                  | 359,53   | 70,47                    | 430,00   | poursuites infructueuses                    |
| 2013 | 288    | LE SUCCES SPRL                 | 551,00   | 108,00                   | 659,00   | NPAI et demande de renseignement négative   |
| 2013 | 297    | LOUBATIERES Pierre             | 443,14   | 86,86                    | 530,00   | poursuites infructueuses                    |
|      | 1261   | LOUBATIERES Pierre             | 107,86   | 21,14                    | 129,00   | poursuites infructueuses                    |
| 2013 | 633    | PERROCHEAU Jean-Luc            | 2 379,60 | 466,40                   | 2 846,00 | NPAI et demande de renseignement négative   |
| 2013 | 1138   | ROUSSELOT Alain                | 0,23     | 0,04                     | 0,27     | rar inferieur seuil poursuite               |
| 2013 | 67     | RUDOLF Jean                    | 80,27    | 15,73                    | 96,00    | PV carence                                  |
|      | 1295   | RUDOLF Jean                    | 0,84     | 0,16                     | 1,00     | PV carence                                  |
| 2013 | 1226   | WOZNIAK Frederic Robert        | 60,94    | 11,95                    | 72,89    | poursuites infructueuses                    |
|      |        |                                |          | <b>Montant TVA à 20%</b> |          |   |
| 2014 | 1214   | BEARD Jean-Christophe          | 0,33     | 0,07                     | 0,40     | rar inferieur seuil poursuite               |
| 2014 | 991104 | BESQUEUT Elisabeth             | 0,01     | 0,00                     | 0,01     | rar inferieur seuil poursuite               |
| 2014 | 948    | CHAVOT Philippe                | 443,33   | 88,67                    | 532,00   | PV carence                                  |
| 2014 | 877    | DAUVERCHAIN Stephane           | 1 576,67 | 315,33                   | 1 892,00 | PV perquisition et demande de renseignement |
| 2014 | 1088   | DI GIOVANNI Serge              | 942,50   | 188,50                   | 1 131,00 | décédé et demande de renseignement négative |
| 2014 | 881    | DUEZ Yannick                   | 85,34    | 17,07                    | 102,41   | poursuites infructueuses                    |
| 2014 | 887    | FOUILHAC monique               | 0,02     | 0,00                     | 0,02     | rar inferieur seuil poursuite               |
| 2014 | 1020   | GONZALO HERNANDEZ LUIS ANTONIO | 551,67   | 110,33                   | 662,00   | personne disparue                           |
| 2014 | 897    | JUNDT Pascal                   | 1 103,33 | 220,67                   | 1 324,00 | poursuites infructueuses                    |
| 2014 | 1034   | LOUBATIERES Pierre             | 443,33   | 88,67                    | 532,00   | poursuites infructueuses                    |
| 2014 | 1066   | RUDOLF Jean                    | 1 475,83 | 295,17                   | 1 771,00 | PV carence                                  |
| 2015 | 981    | BERGES Eric                    | 2,10     | 0,00                     | 2,10     | rar inferieur seuil                         |

|      |      |                           |                  |                 |                 |   |
|------|------|---------------------------|------------------|-----------------|-----------------|---|
|      |      |                           |                  |                 |                 | poursuite                                   |
| 2015 | 1108 | BONDUELLE Cedric          | 431,67           | 86,33           | 518,00          | PV carence                                  |
| 2015 | 740  | CHAVOT Philippe           | 465,83           | 93,17           | 559,00          | PV carence                                  |
| 2015 | 645  | DAUVERCHAIN Stephane      | 1 655,83         | 331,17          | 1 987,00        | PV perquisition et demande de renseignement |
| 2015 | 901  | FERREIRA DA CUNHA Johanna | 115,83           | 23,17           | 139,00          | poursuites infructueuses                    |
| 2015 | 652  | JUNDT Pascal              | 1 158,33         | 231,67          | 1 390,00        | poursuites infructueuses                    |
| 2015 | 759  | LOUBATIERES Pierre        | 465,83           | 93,17           | 559,00          | poursuites infructueuses                    |
|      | 1084 | LOUBATIERES Pierre        | 113,33           | 22,67           | 136,00          | poursuites infructueuses                    |
| 2015 | 777  | RUDOLF Jean               | 1 987,50         | 397,50          | 2 385,00        | PV carence                                  |
| 2016 | 705  | DAUVERCHAIN Stephane      | 1 705,83         | 341,17          | 2 047,00        | PV perquisition et demande de renseignement |
| 2016 | 819  | LOUBATIERES Pierre        | 116,67           | 23,33           | 140,00          | poursuites sans effets                      |
|      | 899  | LOUBATIERES Pierre        | 480,00           | 96,00           | 576,00          | poursuites infructueuses                    |
| 2017 | 871  | COLLIN Jean               | 865,00           | 173,00          | 1 038,00        | décédé et demande de renseignement négative |
| 2017 | 496  | DAUVERCHAIN Stephane      | 1 731,67         | 346,33          | 2 078,00        | PV perquisition et demande de renseignement |
| 2018 | 810  | VIDAILLAC Jerome          | 0,67             | 0,13            | 0,80            | rar inferieur seuil poursuite               |
|      |      | <b>TOTAL</b>              | <b>74 129.70</b> | <b>13689.29</b> | <b>87818.99</b> |   |

**DELIBERATION N°2020/22**

**OBJET : VIREMENTS DE CREDITS – REGIE DU PORT**

**RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO**

Présents : 31

Votants : 31

**VU** l'avis favorable du Conseil d'Exploitation en date du 17 décembre 2020,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
à l'unanimité,

- **APPROUVE** les virements de crédits de la section de fonctionnement en dépenses de la Régie du Port, conformément au tableau ci-après :

| AUGMENTATION DE CREDITS           |   |                  | DIMINUTION DE CREDITS            |  |                  |
|-----------------------------------|---|------------------|----------------------------------|--|------------------|
| ARTICLE                           | libelle   | montant          | ARTICLE                          | libelle  | montant          |
| <b>CHP 65</b><br><b>art. 6541</b> | <b>Autres charges de gestion courante</b><br><br>créances admises en non valeur | <br><br>6 100,00 | <b>CHP 67</b><br><b>art. 678</b> | <b>Charges exceptionnelles</b><br><br>autres charges exceptionnelles | <br><br>6 100,00 |

|       |  |          |       |  |          |
|-------|--|----------|-------|--|----------|
| TOTAL |  | 6 100,00 | TOTAL |  | 6 100,00 |
|-------|--|----------|-------|--|----------|

**DELIBERATION N°2020/23**

**OBJET : AVENANT N°2 CONVENTION D'AMODIATION A LA CCAS – REGIE DU PORT**

**RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO**

Présents : 31

Votants : 31

Par délibération du 24 février 2020, le conseil municipal a approuvé l'avenant de prolongation entre la commune et la Caisse Centrale d'Activités Sociales du Personnel de l'Energie (C.C.A.S.) pour l'autorisation d'occupation du domaine public (A.O.T.) d'un terre-plein de 2 004 m<sup>2</sup>. Cette autorisation s'achèvera le 31 décembre 2020.

La C.C.A.S. gère une petite base nautique et est autorisée à stocker, entretenir, réparer le matériel nécessaire à son fonctionnement.

Elle accueille et héberge individuellement des stagiaires.

Eu égard au caractère social de cet organisme, il est proposé de renouveler pour un an, l'autorisation d'occuper le terre-plein, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

**VU** l'avis favorable du Conseil d'Exploitation en date du 17 décembre 2020,

Le conseil municipal, après en avoir valablement délibéré,

à l'unanimité,

- **APPROUVE** le deuxième avenant de prolongation entre la Commune de St Cyprien et la CCAS pour l'AOT du domaine public correspondant à l'occupation par la CCAS d'un terre-plein de 2 004 m<sup>2</sup> dont le projet est joint en annexe,

- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à le signer.

**DELIBERATION N°2020/24**

**OBJET : APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN – ACHEMINEMENT ET FOURNITURE D'ELECTRICITE POUR LES BESOINS DE LA COMMUNE DE ST CYPRIEN – DESIGNATION DU TITULAIRE DU MARCHE PUBLIC**

**RAPPORTEUR : Mme Nathalie PINEAU**

Présents : 31

Votants : 31

Le 22 Octobre 2020, une procédure de mise en concurrence en appel d'offres ouvert européen a été lancée, en application des articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-2 et R 2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique, sur le site de dématérialisation de l'acheteur public « marchés-sécurisés.fr », du BOAMP et du JOUE, avec pour objet, l'acheminement et la fourniture d'électricité (en tarif bleu) pour les besoins de la commune de Saint-Cyprien.

La date limite de remise des offres a été fixée au 30 novembre 2020 à 12h00.

Le marché public n'a pas été alloué celui-ci ne pouvant pas l'être par nature, notamment pour l'acheminement de l'électricité.

Ce marché public fait suite au groupement de commandes d'électricité, destiné uniquement aux tarifs jaunes et vert.

L'ouverture des plis a été effectuée le 30 novembre 2020 à partir de 14h00, en présence de Mme Nathalie Pineau, 1<sup>er</sup> adjoint représentant le pouvoir adjudicateur : 2 plis dont 2 offres électroniques ont été déposées sur la plateforme de dématérialisation, par les sociétés EDF et Total Direct Energie.

Les candidatures ayant été validées, la Commission d'Appel d'Offres de la commune, compétente pour le choix des titulaires, selon l'article L 1414-2 du CGCT, s'est réunie le Mercredi 02 décembre 2020 à 08 h 30, pour procéder à l'attribution dudit marché public, au titre de l'offre économiquement la plus avantageuse, conformément aux articles L 2152-7 et L 2124-2 du Code de la Commande Publique.

Le rapport d'analyses des offres est consultable au service Marchés Publics à l'Hôtel de Ville.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,

à l'unanimité,

- **APPROUVE**, conformément à la décision de la Commission d'Appel d'Offres du 02 décembre 2020, la désignation du titulaire du marché public suivant :

- Offre de la société TOTAL Direct Energie qui est économiquement la plus avantageuse, pour un montant total sur la durée du marché de 2 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021, de 412 511 € HT, soit 495 012 € TTC, qui se décompose comme suit :

- Fourniture électricité : 175 051 € HT, soit 210 062 € TTC.

- Transport, Taxes et Redevances : 237 460 € HT, soit 284 950 € TTC.

- **APPROUVE** les termes du marché public à intervenir.

- **AUTORISE** le Maire ou son représentant, à signer le marché public ainsi que tous les documents utiles et à prendre toutes décisions relatives à leur mise en œuvre.

**DELIBERATION N°2020/25**

**OBJET : APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN – ACQUISITION DE VEHICULES POUR LES BESOINS DE LA COMMUNE DE ST CYPRIEN – DESIGNATION DES TITULAIRES DU MARCHE PUBLIC**

**RAPPORTEUR : Mme Nathalie PINEAU**

Présents : 31

Votants : 31

Le mardi 06 octobre 2020, une procédure de mise en concurrence en appel d'offres ouvert européen a été lancée, en application des articles L 2124-1, L 2124-2, R 2124-2 et R 2161-2 et suivants du Code de la Commande Publique, sur le site de dématérialisation de l'acheteur public « marchés-sécurisés.fr », du BOAMP et du JOUE, avec pour objets, l'acquisition de véhicules pour les besoins de la commune de Saint-Cyprien.

La date limite de remise des offres a été fixée au Vendredi 06 Novembre 2020 à 15 H 00.

Le marché public est alloti comme suit :

Lot n°1 Acquisition d'une tondeuse autoportée

Lot n°2 Acquisition d'un véhicule segment B

Lot n°3 Acquisition d'un pickup

Lot n°4 Acquisition d'un tracteur 4 roues motrices

Lot n°5 Acquisition d'un camion utilitaire type M diesel

Lot n°6 Acquisition d'une nacelle type VL

Lot n°7 Acquisition d'un camion plateau avec rehausse grillagée

L'ouverture des plis a été effectuée le 10 novembre 2020 à partir de 08h01 en présence de Mme nathalie Pineau, 1<sup>er</sup> adjoint représentant le pouvoir adjudicateur : 8 plis dont 5 offres électroniques ont été déposées sur la plateforme de dématérialisation.

Les candidatures ayant été validées, la Commission d'Appel d'Offres, compétente pour le choix des titulaires, selon l'article L 1414-2 du CGCT, s'est réunie le Mercredi 02 décembre 2020 à 08 h 30 pour procéder à l'attribution, des 7 lots, au titre de l'offre économiquement la plus avantageuse, conformément aux articles L 2152-7 et L 2124-2 du Code de la Commande Publique.

Le rapport d'analyses des offres est consultable au Pôle Marchés Publics à l'Hôtel de Ville.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,

par 28 voix pour et 3 abstentions

(Mme Angèle PEREZ, M. Ange GARCIA, M. Jean-Marc LAIGNON)

- **APPROUVE** conformément à la décision de la Commission d'Appel d'Offres du 02 décembre 2020, la désignation des titulaires des marchés publics suivants :

- Lot 4 : Acquisition d'un tracteur 4 roues motrices, attribution du marché public à la Société CIAM dont l'offre est économiquement la plus avantageuse, selon un montant de 22 370 € HT soit 26 844 € TTC (TVA à 20%) et un délai de livraison de 30 jours ouvrés à compter de la notification.

-Lot 5 : Acquisition d'un camion utilitaire type M diesel, attribution du marché public à la Société MECALOUR dont l'offre est économiquement avantageuse, selon un montant de 20 200 € HT soit 24 588.76 € TTC (TVA à 20%).

- Lot 7 : Acquisition d'un camion plateau avec rehausse grillagée, attribution du marché public à la Société MECALOUR dont l'offre est économiquement avantageuse, selon un montant de 29 800 € HT soit 35 760 € TTC (TVA à 20%).

-**APPROUVE** les termes des marchés publics pour les lots 4, 5, 7 à intervenir.

-**AUTORISE** le Maire ou son représentant, à signer les marchés publics pour les lots 4, 5, 7, ainsi que tous les documents utiles et à prendre toutes décisions relatives à leur mise en œuvre.

- **DECLARE IRREGULIERE**, en application des articles L 2152-2 et R 2152-1 du Code de la Commande Publique, l'offre de la société RURAL MASTER pour le lot 1 Acquisition d'une tondeuse

Autoportée pour le service des Espaces Verts, l'offre présentant des insuffisances techniques ne permettant pas son attribution.

- **DECLARE IRREGULIERE**, en application des articles L 2152-2 et R 2152-1 du Code de la Commande Publique, l'offre de la société AMK pour le lot 3 Acquisition d'un pickup, l'offre présentant des insuffisances techniques ne permettant pas son attribution.

-**DECLARE IRREGULIERE**, en application des articles L 2152-2 et R 2152-1 du Code de la Commande Publique, les offres des sociétés GIE MECALOUR et France ELEVATEUR pour le lot 6 Acquisition d'une nacelle type VL, les offres présentant des insuffisances techniques ne permettant pas une attribution.

- **CONSTATE et DECLARE INFRACTUEUX** le lot 2 aucune offre n'ayant été déposée sur la plateforme de dématérialisation.

-**AUTORISE** le lancement d'une nouvelle consultation pour le lot 2 Acquisition d'un véhicule segment B, susvisé, conformément aux articles L 2122-1 et R 2122-2-1°du Code de la Commande Publique, selon la procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables afin de favoriser l'aboutissement de cette procédure.

-**AUTORISE** le lancement d'une nouvelle consultation pour le lot 1 selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique du 1er avril 2020.

-**AUTORISE** le lancement d'une nouvelle consultation pour le lot 3 selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique du 1er avril 2020.

- **AUTORISE** le lancement d'une nouvelle consultation pour le lot 6 selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8 du code de la commande publique du 1er avril 2020.

**DELIBERATION N°2020/26**

**OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'ECOLE DE MUSIQUE AUPRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL – ANNEE 2020-2021**

**RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO**

Présents : 31

Votants : 31

Le Conseil Départemental octroie, depuis de nombreuses années, une subvention au bénéfice de l'école de musique, laquelle contribue au développement culturel de la Commune.

Ainsi, le Conseil Départemental en participant financièrement au fonctionnement de l'école de musique, facilite et promeut l'enseignement de la musique instrumentale et le chant sur son territoire.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de solliciter l'aide financière du Conseil Départemental par le biais d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2020/2021.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
à l'unanimité,

- **SOLLICITE** la participation financière du Conseil Départemental, pour l'année 2020/2021,

- **INDIQUE** que cette recette est inscrite au BP 2020,
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à cette affaire.

**DELIBERATION N°2020/27**  
**OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION A LA DRAC – ACQUISITION DE LOGICIEL POUR LE SERVICE ARCHIVES**  
**RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO**  
 Présents : 31  
 Votants : 31

La commune de Saint-Cyprien souhaite informatiser le service des Archives Municipales pour permettre une meilleure gestion de l'archivage et de la conservation des dossiers et surtout mettre en place un projet de Système d'Archivage Electronique (S.A.E.) et de numérisation des documents.

L'informatisation va moderniser la gestion du fond d'archives qui est actuellement effectuée sur document EXCEL au gré des bordereaux des services versants. L'acquisition d'un logiciel pour la mise en œuvre du Système d'Archivage Electronique représente une nécessité.

Un plan prévisionnel de l'opération est proposé au conseil municipal pour solliciter une subvention à la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie.

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

| DEPENSES                               | Estimation en €<br>HT | RECETTES                           | Estimation en €<br>HT |
|--|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|
| - acquisition logiciel                 | 15 000. 00            | DRAC( 30 %)                        | 5 408.62              |
| - maintenance                          | 1 200.00              |                                    |                       |
| -acquisition imprimante multifonctions | 1 694.83              |                                    |                       |
| - Acquisition scanner portable         | 133.89 €              | Autofinancement communal<br>(70 %) | 12 620.10             |
| <b>TOTAL HT</b>                        | <b>18 028.72 €</b>    |                                    | <b>18 028.72 €</b>    |

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
à l'unanimité,

- **SOLLICITE** la participation financière de la DRAC, pour l'année 2020/2021,
- **INDIQUE** que cette recette est inscrite au BP 2020,
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à cette affaire.

**DELIBERATION N°2020/28**

**OBJET : MODIFICATION DE LA REDEVANCE 2020 – REGIE DU PORT**

**RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO**

Présents : 31

Votants : 31

Lors du vote du Budget Primitif, au titre de la redevance du port, une somme de 382 000 euros a été votée. Cette somme correspond au loyer dû par le port pour l'ensemble du foncier, à savoir équipements et installations permettant son fonctionnement quotidien.

Or, au vu des résultats prévisionnels des comptes du port, il apparaît qu'un excédent budgétaire en fonctionnement pourra être dégagé.

La commune a consenti d'importants efforts financiers pour doter les agents de masques, pour mettre à disposition du gel hydro alcoolique, pour installer des barrières physiques (plexiglas..). Le port souhaite participer à toutes ces dépenses supplémentaires.

Ainsi, conformément à l'article R. 2221-72 du C.G.C.T : « *le conseil municipal peut délibérer sur les mesures à prendre d'après les résultats d'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice.* ».

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver une modification de la redevance du port, en affectant une somme complémentaire de 100 000 euros au budget communal en section de fonctionnement.

*VU l'article R. 2221-72 du C.G.C.T,*

*VU l'avis favorable du Conseil d'Exploitation en date du 17 décembre 2020,*

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,  
à l'unanimité,

- **DECIDE** d'affecter 100 000 euros supplémentaires sur le budget communal provenant de la régie du port,

- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer la convention à intervenir dont le projet est joint en annexe.

**29. : COMPTE RENDU DES DECISIONS DU MAIRE PRISES EN APPLICATION DES DELEGATIONS ACCORDEES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL :**

Compte rendu écrit est fait au Conseil Municipal du Maire dont le détail suit, en application des articles L.2122-22 et 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales :

| <b>Décisions municipales</b> |             |   |
|------------------------------|-------------|---|
|                              | <b>Date</b> | <b>Objet</b>  |
| 121/2020                     | 06/10/2020  | Approbation du renouvellement du contrat de location passé avec M. Vilanova et M. Lebrice pour l'exploitation d'un commerce de type restauration situé 12 rue Duhamel à St Cyprien village. La durée du contrat |



|          |            |   |
|----------|------------|---|
|          |            | est de 9 ans à compter de la signature du 1 <sup>er</sup> bail précaire. Cette location est consentie à partir du 1 <sup>er</sup> bail précaire conclu entre les 2 parties le 09 octobre 2017. Le terme du contrat est fixé au 09 octobre septembre 2026. Le montant mensuel s'élève à 500 €.   |
| 122/2020 | 09/10/2020 | Désignation de la société «GOURMANDINE » titulaire du marché public MAPA SPC n°20FO069 relatif à l'acquisition de chocolats de Noël pour la commune de St Cyprien, selon un montant total de 5 526.50 € HT soit 6 099.58 € TTC.   |
| 123/2020 | 09/10/2020 | Désignation de la société « PITNEY BOWES » 9 titulaire du marché public relatif à un contrat de location entretien pour une machine à affranchir. Le montant du loyer annuel est fixé à 780 € HT pour une durée de 5 ans à compter du 01.01.2021.   |
| 124/2020 | 07/10/2020 | Approbation du règlement de la cotisation relative à l'adhésion à l'association des maires, des adjoints et l'intercommunalité des P.O, pour l'année 2020. Le coût de la cotisation au titre de l'année 2020 s'élève à 5 178.35 €.  |
| 125/2020 | 14/10/2020 | Désignation de l'architecte DE Guillebon » titulaire du marché public SPC n°20SE071 relatif à la prestation de conseil architectural et patrimonial pour des interventions sur le bâti au cœur de ville de St Cyprien, pour une durée d'un an à compter de la date de notification, renouvelable par tacite reconduction deux fois un an maximum sans pouvoir excéder la durée de 3 ans selon un montant annuel minimum de 650 € TTC et un montant annuel maximum de 4 700 € TTC.   |
| 126/2020 | 19/10/2020 | Désignation de la société « AMS » titulaire du marché public MAPA n°20SE038 relatif aux vérifications et maintenance des extincteurs, des systèmes de désenfumage et d'éclairage de sécurité des bâtiments de la commune de St Cyprien (lot 1 : vérification et entretien du parc des extincteurs et des systèmes de désenfumage) selon un montant total de 6 236.10 € HT soit 7 483.32 € TTC, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction deux fois un au maximum.<br>Désignation de la société « AMS » titulaire du marché public MAPA n°20SE038 relatif aux vérifications et maintenance des extincteurs, des systèmes de désenfumage et d'éclairage de sécurité des bâtiments de la commune de St Cyprien (lot 2 : vérification périodique et maintenance des systèmes d'éclairage de sécurité et d'évacuation des bâtiments communaux) selon un montant total de 5 592.65 € HT soit 7 911.18 € TTC, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction deux fois un au maximum. |
| 127/2020 | 23/10/2020 | Approbation du rachat de la concession perpétuelle de l'urne cinéraire n°4 bloc P, du cimetière communal, vide de toute sépulture, pour être mise à la disposition d'un nouvel acquéreur. Le remboursement à Mme Christine PERié , du montant du capital initialement versé, hors frais de timbre et d'enregistrement, soit la somme de 533.57 €.   |
| 128/2020 | 26/10/2020 | Désignation dU cabinet d'études René Gaxieue titulaire du marché public MAPA n°20MO068 relatif à la maîtrise d'œuvre pour l'aménagement de la rue Déodat de Severac de la commune de St Cyprien selon un montant total de 8 400 € HT soit 10 080 € TTC un taux de rémunération provisoire de 4.20 % par rapport à une estimation des travaux d'un montant de 200 000 € et pour une durée contractuelle de 24 mois.  |
| 129/2020 | 28/10/2020 | Désignation de la société «UMIH FORMATION » titulaire du marché public SPC n°20SE084 relatif à la formation professionnelle « connaître la nouvelle législation des licences » pour un agent de la commune de St Cyprien selon un montant total de 150 € HT soit 180 € TTC pour une durée de 7 heures le 5 novembre 2020.   |
| 130/2020 | 02/11/2020 | Désignation de la société CFA EnSup-LR » titulaire du marché public SPC n°20SE085 relatif à un contrat d'apprentissage Licence générale économie  |

|          |            |  |
|----------|------------|--|
|          |            | gestion pour un agent de la commune de St Cyprien pour une durée d'un an, à partir du 1 <sup>er</sup> novembre 2020 jusqu'au 31 octobre 2021, selon un montant total de 3 350 €.   |
| 131/2020 | 03/11/2020 | Désignation de la société « ORANGE » titulaire du marché public SPC n°20SE055 relatif aux prestations de maintenance de la téléphonie sur IP de la ville de St Cyprien selon un montant total de 92 333.39 € HT soit 110 800.07 € TTC établi sur DQE pour un accord cadre à bons de commande avec un montant minimum de 2 000 € HT et un montant maximum de 14 000 € HT pour la période initiale, soit 2 ans et montant annuel de 70 000 € HT pour la période de reconduction qui est d'un an.   |
| 132/2020 | 03/11/2020 | Désignation de la société « ORANGE » titulaire du marché public SPC n°20SE054 relatif aux prestations de services de communications électroniques pour la ville de St Cyprien (lot 1 : téléphonie fixe et accès internet isolés) dont l'offre établie sur la base DQE d'un montant total annuel de 28 175.35 € HT soit 33 810.42 € TTC selon un montant maximum annuel de 80 000 € lors de la période initiale de 2 ans, pour un montant minimum annuel de 2 000 € HT et un montant maximum annuel de 40 000 € HT pour la période éventuelle de reconduction d'une année.<br>Désignation de la société «SFR BUSINESS» titulaire du marché public SPC n°20SE054 relatif aux prestations de services de communications électroniques pour la ville de St Cyprien (lot 2 : téléphonie mobile) dont l'offre établie sur la base DQE d'un montant total annuel de 14 716.00 € HT soit 17 659.20 € TTC, pour la 1 <sup>ère</sup> année de la période initiale de 2 ans, et un montant de 14 019.24 € HT soit 16 823.09 € TTC lors de la 2 <sup>ème</sup> année de la période initiale (soit 2 ans) et de l'éventuelle reconduction d'une année, selon un montant maximum annuel de 62 000 € TTC, lors de la période initiale de 2 ans, puis un montant maximum annuel de 31 000 € HT pour la période de reconduction d'une année, s'il y lieu. |
| 133/2020 | 04/11/2020 | Désignation de la société « INEO INFRACOM-SAS ENGELVIN TP RESEAUX » titulaire du marché public MAPA n°20TR066 relatif aux travaux de déploiement d'un dispositif de vidéo protection et d'un réseau de fibre optique pour la commune de St Cyprien, pour un montant estimatif sur la période initiale de 3 ans, de 508 422.34 € HT soit 610 106.81 € TTC sans montant minimum annuel et un montant maximum annuel de 350 000 € HT, avec possibilité de reconduction sur une année supplémentaire au maximum, sans montant minimum annuel et un montant annuel de 350 000 € HT.   |
| 134/2020 | 05/11/2020 | Approbation du contrat de location pour un logement communal de type F2 à M.Serge MAURY , situé à St Cyprien plage résidence « Les Capellanes » Port Sud lot 3. Cette location est consentie à partir du 1 <sup>er</sup> décembre 2020 pour une durée de trois ans. Le montant mensuel s'élève à 205 €.  |
| 135/2020 | 06/11/2020 | Approbation de l'avenant n°1 au marché public MAPA 19TR092 relatif à l'aménagement du baladoir de la ville de St Cyprien attribué à la société « COLAS » en raison de la survenance de travaux imprévus, selon un montant de 50 501 € HT soit 60 601.20 € TTC soit une hausse de + de 5.54 % du montant total initial du lot 1 voirie de 991 724.50 € HT soit 1 190 069.40 € TTC portant désormais le marché en question à 1 042 225.20 € HT et 1 250 670.60 € TTC.  |
| 136/2020 | 17/02/2020 | Approbation du contrat de location pour un logement communal de type F3 situé 22 place de la République à St Cyprien à Mme Libertad GAZEL. Cette location est consentie à partir du 1 <sup>er</sup> mars 2020 pour une durée de trois ans. Le montant mensuel s'élève à 300 €.   |
| 137/2020 | 16/11/2020 | Désignation de la société «3DOUEST » titulaire du marché public MAPA SPC n°20FO086 relatif à l'acquisition d'un logiciel de gestion de l'école de musique pour la commune de St Cyprien, selon un montant total de 5 775 €   |

|          |            |   |
|----------|------------|---|
|          |            | HT soit 6 930 € TTC établi comme suit :<br>-acquisition du logiciel 3 500 € HT soit 4 200 € TTC<br>-maintenance du logiciel pour 3 ans 2625 € HT soit 3 150 € TTC, soit un montant annuel de 875 € HT et 1 050 € TTC.   |
| 138/2020 | 20/11/2020 | Désignation de la société « EVASION CATALANE » titulaire du marché public MAPA n°20SE070 relatif aux prestations de transport urbains pour les besoins de la commune de St Cyprien, selon un montant total de 122 411.28 € HT soit 134 652.41 € TTC et pour une durée d'un an renouvelable à compter du 18.12.2020. |
| 139/2020 | 23/11/2020 | Approbation du renouvellement de contrat de location, d'un logement situé 5 rue Jules Lemaître à Saint-Cyprien Village, à Mme Olga MARTINEZ, à compter du 15.01.2020, de type F3, pour un loyer mensuel de 287.48 €.  |

FERMETURE DE LA SEANCE à 20 h 10.

Le Maire,  
Thierry DEL POSO.